MEDEF Branches, Mandats et Territoires

Eléments de langage

Mobilisation du 1er au 5 décembre 2014

MEDEF

1. Mobilisation

♦ Trame de discours

- **A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle :** C'est ce sentiment largement répandu qui a rendu possible une mobilisation exceptionnelle entre le 1er et 5 décembre des chefs d'entreprise pour la croissance et l'emploi.

  - **Exceptionnelle par l'ampleur de son soutien :** car au-delà des 3 organisations interprofessionnelles (CGPME, MEDEF, UPA), plusieurs associations d'entrepreneurs soutiennent ce mouvement (UNAPL, FNSEA, etc.).
  - **Exceptionnelle aussi par sa nature :** il est très rare que les chefs d'entreprise se mobilisent ainsi concrètement sous différentes formes.

- Gravité de la situation : les entreprises sont à bout, excédées et inquiètes.

  - **A bout** car lessivées par une crise qui, en France, n'en finit pas mais dont nous sommes tous, comme citoyens, collectivement responsables en refusant de nous adapter.
  - **Excédées** par une idéologie constante depuis 30 ans de la taxation, de la contrainte et de la sanction dont nos élus n'arrivent pas à se défaire.
  - **Inquiètes** car elles ont le sentiment que notre pays est en train de laisser passer des opportunités, des capacités de développement alors que nous en avons la nécessité urgente et la possibilité.

♦ Questions / Réponses

Pourquoi une mobilisation ?

- D'abord, il faut être précis : ce qui se passera entre le 1er et le 5 décembre est une « mobilisation » des forces vives économiques et c'est une mobilisation qui regroupe les trois organisations interprofessionnelles (MEDEF, CGPME, UPA) mais aussi au-delà des associations d'entreprises et d'entrepreneurs (UNAPL, FNSEA, etc.).

- Ce qu'il faut donc retenir, plus que la forme, c'est l'ampleur de cette mobilisation qui illustre bien l'inquiétude forte de tous les chefs d'entreprise, quel que soit leur taille, leur secteur, leur situation propre.

- Cette mobilisation se déroulera durant une semaine sur l'ensemble du territoire et prendra plusieurs formes en fonction des situations : réunions publiques, actions terrain, etc.

- Dans tous les cas, notre souhait est de rester pédagogique et républicain.

- Notre message est clair : « la France a tous les atouts pour s'en sortir. Nous pouvons nous relancer, mais à une condition : faites-nous un environnement favorable et laissez-nous travailler. En résumé : libérons l'entreprise ! »

La CGPME manifeste dans la rue et vous non. Derrière cette unité, il y a en fait de profondes divergences.

- Le principe de notre mobilisation est de permettre à toutes les organisations qui se retrouvent autour de notre constat de s'impliquer en choisissant leur meilleur mode d'action. Encore une fois, nous ne sommes pas dans un rapport de force, mais dans une démarche pédagogique et d'intérêt général.

- La CGPME effectue une mobilisation dans la rue à Paris et Toulouse mais cela reste une approche pédagogique et républicaine. Après, chaque région définit son mode d'action : ainsi à Lyon, les actions unitaires se dérouleront dans une salle, pas dans la rue.

- Au MEDEF, nous avons préféré les réunions d'explications, de pédagogie, et passer par les réseaux sociaux grâce à des témoignages concrets pour que l'ensemble des citoyens et élus comprennent vraiment la réalité du quotidien des chefs d'entreprise.

-Toutes ces actions ne s'annulent pas mais se renforcent.

Pourquoi pas une manifestation dans la rue ?

- Les chefs d'entreprise sont des gens qui veulent bâtir, pas s'opposer, ni détruire, ni bloquer.

- De plus, nous ne sommes pas dans la provocation gratuite : certains pourraient trouver provocant de voir des chefs d'entreprise manifester dans la rue.

- Nous ne sommes pas là pour provoquer, mais pour expliquer et faire comprendre.

- Il faut donc que l'on ait des actions claires, percutantes mais républicaines et respectueuses.

(En off : il existe un risque de provocation de groupuscules extrêmes en cas de manifestation d'ampleur dans la rue. Ce mode d'action n'est donc pas préconisé).

- Par ailleurs, les organisations patronales ne sont pas coutumières de ce mode de protestation qui doit rester notre dernier recours.

C’est une action contre le Gouvernement ?

- Non, c’est une action contre les présupposés idéologiques, l’absence de pragmatisme économique, la suspicion généralisée, la complexité ubuesque et le poids insupportable des charges.

- Mais tout cela ne relève pas uniquement de ce Gouvernement. C’est malheureusement le fruit de 30 ans d’une politique trop éloignée des réalités économiques et du pragmatisme indispensable.

- Depuis 30 ans, nous avons établi un environnement de contraintes, contrôles, sanctions alors que les entreprises, pour se développer, ont besoin d’un environnement de motivation, d’accompagnement et de respect.

- La forme que nous préconisons qui n’est justement pas une manifestation renforce le caractère apolitique

Qu’est-ce que vous espérez de cette action ?

- Une prise de conscience globale de la situation réelle des entreprises et de la nécessité de remettre notre pays sur des bons rails : ceux de la croissance et de l’emploi, et, pour cela, une seule solution : faire confiance aux entreprises et aux entrepreneurs.

- Cette action est un cri d’alarme au regard d’une situation dramatique.

- Mais nous voulons aussi être positifs : nous rendrons public sous quelques jours un « Manifeste » de quelques propositions très concrètes et simples à mettre en œuvre.

- Ce manifeste, nous allons proposer à tous les citoyens de le signer avec nous, et nous allons le proposer à nos élus, qu’ils soient de droite comme de gauche.

- C’est un peu un engagement commun, transpartisan, apolitique pour relancer notre pays.

Mais depuis votre fameux carton jaune de Lyon, vous avez tout de même eu le Pacte de responsabilité !

- On a eu un infléchissement des discours, mais pas des actes. C’est ça qui est dramatique.

- Aujourd’hui, on a le sentiment de discours positifs et d’actes incohérents.

- Or, la confiance est indispensable pour relancer l’activité. La confiance, elle découle des actes concrets, et notamment de la cohérence de ces actes face aux

discours.

- Regardez le domaine de la pénibilité : force est de constater que les actes vont dans le sens contraire des discours. Nous sommes en plein flagrant-délit d'incohérence de la part du Gouvernement :

  - d'un côté, il prône la simplification et de l'autre il imagine un dispositif kafkaïen loin de toute réalité opérationnelle, unique en Europe, dont personne ne comprend comment il peut s'appliquer ;
  - d'un côté, il dit qu'il faut améliorer la compétitivité des entreprises et baisser le coût du travail, de l'autre on rajoute des cotisations dont on mesure mal l'impact, car aucune étude sérieuse n'a été faite.
  - D'un côté, il dit qu'il « aime l'entreprise », de l'autre il confirme la mesure qui est la plus anxiogène pour les chefs d'entreprise.
  - Enfin, et plus grave, d'un côté, il dit vouloir améliorer les conditions de travail de salariés en situation pénible, et de l'autre il imagine un dispositif qui ruine les actions de prévention qui s'étaient mises en œuvre…

- Mais il y a d'autres exemples : on nous promet la baisse du poids des charges grâce au CICE et on voit des taxes locales augmenter, ou des mesures surenchérir des taxes (non déductibilité par exemple).

- Aujourd'hui, la priorité devrait être la création d'emplois, pas la destruction d'emplois !

- Il faut savoir éviter de persévérer dans l'erreur : la réforme des retraites est une non réforme, et les aspects pénibilité sont absurdes.

Le PS (Jean-Christophe Cambadelis) dit que vous manifestez mais se demande ce que vous faites pour la croissance ?

- Nous ne sommes pas là pour polémiquer, mais contrairement au PS, toute notre action ces derniers mois a consisté à faire des propositions pour générer de la croissance et de l'emploi.

- Le projet France 2020 que nous avons présenté lors de notre université d'été est focalisé sur les relais de croissance à moyen terme, les défis sur lesquels les entreprises françaises peuvent se structurer et s'organiser. Et depuis, nous déclinons cela.

- Le document « 1 million d'emplois » que nous avons rendu public en octobre liste une série de relais de croissance sectoriels à court terme pour relancer la machine.

- Mais pour tout cela, nous avons besoin d'abord de réformes concrètes, ensuite de confiance donc de cohérence. Quand je parle de réformes concrètes, par exemple : qu'attend-t-on pour avancer sur l'ouverture des magasins le soir et le dimanche ? Pourquoi ne relance-t-on pas le secteur des services à la personne ? Et le bâtiment ? Et les TP ?

- Le problème est bien là : nous passons notre temps à faire des propositions et nous avons le sentiment de prêcher dans le désert.

♦ Quels messages voulons-nous faire passer par cette mobilisation ?

1/ Un message patriote et républicain : les chefs d'entreprise sont des citoyens qui croient en leur pays et veulent se battre pour son développement, mais, depuis 30 ans, on a multiplié les mauvaises idées, les contraintes, les taxes et les sanctions. Le résultat est sous nos yeux.

2/ Un appel à l'action pour tous les élus, responsables et citoyens : mobilisons-nous pour rendre possible la croissance et l'emploi dans notre pays ! Nous pouvons redresser notre pays en étant enfin pragmatiques, en visant l'efficacité, et en étant unis derrière l'entreprise.

3/ Une méthode pour l'action. Il faut changer notre gouvernance économique, nationale ou territoriale, pour appliquer une grille d'analyse simple sur tout nouveau texte ou réglementation :

- **Nécessité :** ce texte est-il absolument nécessaire à court terme ?
- **Compétitivité :** ce texte rajoute-t-il de la complexité ou des coûts pour les entreprises ?
- **Simplicité :** ce texte est-il compréhensible par tout un chacun ?
- **Allègement :** ce texte vient-il remplacer et simplifier des contraintes existantes ?
- **Priorité :** ce texte permet-il de créer davantage d'emplois et de générer de la croissance ?

4/ Un « manifeste » commun destiné à tous les élus, de droite comme de gauche, et au-delà à tous les citoyens qui se déclinera en 4 points :

- **Pour l'immédiat :** supprimer les dispositions qui introduisent complexité et coût (pénibilité, loi Hamon, notamment) et adopter la méthode ci-dessus pour tous les textes en préparation (loi Macron, loi santé,…).
- **Pour les 3 ans qui viennent :** mise en œuvre du Pacte de responsabilité et stabilité fiscale absolue dès 2015. Engagement à ne créer aucune nouvelle taxe, à ne procéder à aucune modification d'assiette ou augmentation de taux.
- **Pour les 5 ans qui viennent :** dès 2015, lancement d'une réforme en profondeur de la sphère publique en organisant une véritable réflexion sur son périmètre, et en déployant dans un premier temps les méthodes de management innovantes (Lean et excellence opérationnelle notamment).
- **Pour les 10 ans qui viennent :** dès 2015, créer un véritable débat national afin de définir une stratégie et une ambition économiques et sociales qui soient portées par toutes les composantes de la société. Le MEDEF, par son projet France 2020 a déjà initié cette réflexion et souhaite le partager largement.

♦ Comment se passe cette mobilisation pour le MEDEF ?

o **Trois idées : montrer, expliquer, convaincre.**

o **Comment : donner à voir le quotidien et les difficultés des chefs d'entreprise, quels que soient leur secteur et leur taille.**

- Des témoignages concrets de terrain destinés aux élus. Diffusés par tous moyens : réunions plénières, réseaux sociaux, internet, livres, etc.

1. Autres sujets

♦ Déclarations ISF. Vous êtes tout le temps dans la surenchère et la provocation

- Sur l'ISF, mon discours a été constant depuis mon élection, et même avant.

- Je l'ai même écrit dans mes livres, dont le tout dernier : « Français, bougeons-nous ! ».

- Que vous découvriez ce sujet, libre à vous, mais ne me dites pas que c'est nouveau.

- Je ne vais pas me taire maintenant. Quand on me pose une question, je réponds et je dis la vérité.

♦ Avez-vous 2 lignes politiques au sein du MEDEF ? Comment faites-vous la synthèse ?

- Franchement, il y a une seule ligne au MEDEF : celle des entreprises, quels que soient leur taille et leur secteur d'activité.

- Le reste est littérature.

- En revanche, il est vrai que nous avons des débats tactiques et c'est naturel et nécessaire. Mais l'objectif reste le même : libérons les entreprises des contraintes qui les empêchent de se développer.

♦ Négociation Modernisation du Dialogue Social

- L'objectif est de passer d'un dialogue formel à un dialogue réel.

- Cela a été le sens des propositions que nous avions formulées.

- Je constate que les discussions se poursuivent – preuve déjà que cet objectif est partagé par les organisations syndicales. C'est déjà un très bon point.

- Après, il faut garder le pragmatisme de la démarche : on cherche à simplifier pour toutes les tailles d'entreprise.